

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 7 mai 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier", a donné le 14 juillet 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 7 mei 1997 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerende erfgoed", heeft op 14 juli 1997 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le nombre et l'importance des modifications qu'il est envisagé d'apporter à l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier sont tels qu'il serait beaucoup plus simple et plus clair de remplacer cette ordonnance par un texte entièrement nouveau.

2. Il résulte du texte en projet que plusieurs catégories de mesures peuvent être envisagées au sujet d'un bien relevant du patrimoine immobilier : soit l'inscription de ce bien à l'inventaire du patrimoine immobilier, soit une procédure de sauvegarde, soit encore une procédure de classement.

A ces trois catégories de mesures s'attachent des effets distincts, notamment du point de vue des restrictions apportées au droit de propriété et des avantages éventuellement accordés au propriétaire du bien.

Le texte en projet ne précise pas quels sont les motifs et les critères sur la base desquels un bien peut être soumis à l'un des trois régimes évoqués.

On se demande si l'intention des auteurs du projet est d'avoir encore égard, comme sous l'empire du texte actuel de l'ordonnance du 4 mars 1993, au degré d'intérêt du

.../...

bien (1). Selon la déléguée du Gouvernement, telle ne serait pas l'intention des auteurs du projet.

L'exposé des motifs contient quelques explications au sujet des différences entre les trois régimes qui sont prévus.

Ainsi, suivant le commentaire de l'article 24 de l'avant-projet, l'inventaire concerne "le patrimoine immobilier de la Région qui paraît digne d'intérêt" au Gouvernement "et susceptible d'être protégé par des mesures de sauvegarde ou de classement"; il est également question du rôle de l'inventaire comme "sonnette d'alarme".

Quant à la sauvegarde, l'exposé des motifs la présente comme "un outil de gestion dynamique", par opposition aux conditions particulières de conservation imposées pour un bien classé, qui sont un "outil statique de protection".

Selon l'exposé des motifs, la fonction des mesures de sauvegarde est "d'inciter le propriétaire à réintégrer son bien dans le cadre de la vie contemporaine, par exemple par le biais d'une nouvelle affectation qui respecte, bien entendu, les caractéristiques de l'oeuvre en cause"; d'après

(1) Sur l'importance de ce critère pour l'application du texte actuel de l'ordonnance du 4 mars 1993, voir les travaux préparatoires de celle-ci (doc. C.R.B., A-165/2-92/93, pp. 18 et 53); lire aussi M. SCHOLASSE, "La conservation du patrimoine immobilier en Région de Bruxelles-capitale", Aménagement-Environnement, 1993, pp. 134 et sv., spéc. pp. 138 et 143.

le commentaire de l'article 29 de l'avant-projet, la procédure de sauvegarde concerne des biens qui, non seulement, méritent d'être conservés, mais en outre "nécessitent une mise en valeur importante en vue d'une intégration ou d'une réintégration dans le cadre de la vie contemporaine".

Au sujet de la portée dans le temps des mesures de sauvegarde, l'exposé des motifs fait état de ce que ces mesures "sont entendues comme des mesures de nature temporaire, conduisant à terme à classer tout ou partie du bien, ou conduisant à l'impossibilité ou la non-nécessité de conserver tout ou partie de ce bien". L'exposé des motifs ajoute qu'"il est cependant impossible de fixer un terme réglementaire à ce niveau de protection".

Ces explications ne sont guère précises (1) et ne suffisent absolument pas à distinguer les motifs et les critères sur la base desquels un bien relevant du patrimoine immobilier sera inscrit à l'inventaire, sauvegardé ou classé.

(1) Parmi les imprécisions, on relève tout particulièrement celle qui caractérise la détermination de la fonction des mesures de sauvegarde. Que faut-il entendre exactement par "l'intégration" ou "la réintégration du bien dans le cadre de la vie contemporaine" ? N'est-ce pas de toute manière l'un des objectifs de la politique de conservation du patrimoine immobilier (voir en ce sens la définition du mot "conservation", à l'article 2, 2°, de l'ordonnance du 4 mars 1993)? En outre, les auteurs du projet visent-ils aussi bien "l'intégration" que "la réintégration" du bien dans le cadre de la vie contemporaine ?

Il appartient aux auteurs du texte en projet d'apporter les précisions nécessaires, d'une part, pour justifier les différences de régimes envisagées entre les trois catégories de mesures qui sont prévues (1) et, d'autre part, pour permettre une motivation adéquate des actes administratifs et des décisions à prendre en application de l'ordonnance en projet comme le requiert la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

3. Parmi les principales innovations qu'introduit le texte en projet, on relève tout particulièrement les dispositions relatives au "plan de sauvegarde" prévu pour les biens qui font l'objet d'un arrêté de sauvegarde.

Ces dispositions appellent quelques observations générales :

- a) Outre l'indétermination des motifs et des critères sur la base desquels seront prises les mesures de sauvegarde (voir l'observation précédente), on relève que le texte ne définit pas l'objet précis d'un plan de sauvegarde. A cet égard, l'habilitation donnée au Gouvernement de fixer le contenu du plan est excessivement large.

(1) Au sujet de la difficulté particulière que suscite, à cet égard, le régime d'octroi de subventions qu'organise le texte en projet, on lira l'observation relative à l'article 32 en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993.

- b) Il résulte de l'article 8, § 2, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993 que l'autorité n'a pas l'obligation, lorsqu'elle prend un arrêté de sauvegarde, d'imposer l'établissement d'un plan de sauvegarde. Est-ce bien compatible avec l'économie du texte en projet, dès lors que ledit plan est présenté comme l'"outil" de la "gestion dynamique" qui, selon l'exposé des motifs, caractérise le régime de la sauvegarde ? En toute hypothèse, le texte est en défaut de préciser les motifs et les critères sur la base desquels l'autorité apprécie s'il y a lieu d'imposer l'établissement d'un plan.
- c) L'article 8, § 3, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993 suscite aussi quelque étonnement : pourquoi prévoir la possibilité d'imposer des travaux déterminés en lieu et place d'un plan de sauvegarde, dans une hypothèse où l'établissement d'un tel plan avait initialement paru nécessaire et alors que le propriétaire du bien n'a pas produit de plan ou a soumis au Gouvernement un plan qui ne peut être accepté ?
- d) On se demande aussi quelle sera la portée exacte du plan. Contiendra-t-il des prescriptions à caractère obligatoire et, si oui, à qui s'imposera-t-il (1) ?

(1) On se demande en particulier si l'autorité saisie d'une demande d'autorisation pour des travaux mettant en oeuvre un plan de sauvegarde (demande d'autorisation introduite sur la base de l'article 12 en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993 ou demande de permis ou de certificat d'urbanisme) est tenue par ce plan. Il résulte de l'article 16, § 1er, alinéa 2, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993, qu'un permis ou un certificat d'urbanisme pourrait être refusé en pareille hypothèse; une telle solution est-elle bien cohérente ?

- e) Le texte ne définit pas clairement la procédure d'adoption du plan. Ainsi, l'article 8, § 2, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993 ne permet pas de dire si le Gouvernement a seulement le pouvoir d'approuver ou d'improver le plan ou s'il lui appartient de l'établir lui-même.
- f) On se demande comment sera contrôlée la mise en oeuvre du plan.
- g) Enfin, la question se pose si les auteurs du projet entendent attacher des effets à la circonstance qu'un plan de sauvegarde a été entièrement réalisé. Ainsi, en pareil cas, les effets attachés à la sauvegarde trouvent-ils encore à s'appliquer (1)?

4. En réglant la conservation du patrimoine immobilier, la Région de Bruxelles-capitale ne peut manquer d'avoir égard à l'article 23 de la Constitution.

Cette disposition constitutionnelle impose au législateur de garantir les droits économiques, sociaux et culturels et de déterminer les conditions de leur exercice.

(1) Apparemment, tel n'est pas le cas dans l'hypothèse particulière que vise la seconde phrase de l'article 14bis en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993. Le texte doit régler cette question de manière générale.

Parmi ces droits, l'on peut ranger le droit à la protection et à la jouissance du patrimoine immobilier (1).

En imposant au législateur de garantir les droits économiques, sociaux et culturels, le constituant l'empêche de réduire le niveau de protection de ces droits par rapport aux garanties précédemment acquises dans l'ordonnancement juridique : le législateur ne peut supprimer purement et simplement, sans les remplacer par des garanties équi-

(1) L'on peut considérer, en effet, que ce droit figure parmi les droits culturels dont l'article 23 de la Constitution reconnaît le bénéfice à chacun (sur les notions de "droits culturels" et de "droit à la culture" et sur leur application dans le domaine des biens culturels, ce qui inclut les monuments et les sites, lire P. ORIANNE, *Mythe ou réalité des droits économiques, sociaux et culturels*, in *Présence du droit public et des droits de l'homme*, Mélanges offerts à J. Velu, tome III, Bruylant, 1992, pp. 1871 et sv., pp. 1879 et 1880; H. DUMONT, *Le pluralisme idéologique et l'autonomie culturelle en droit public belge*, volume 1, *Facultés universitaires Saint-Louis* et Bruylant, 1996, n° 330). Certes, le droit évoqué n'est pas mentionné explicitement et spécifiquement dans la liste des droits économiques, sociaux et culturels que contient l'alinéa 3 de l'article 23. Toutefois, cette liste n'est pas exhaustive (voir le mot "notamment") et n'épuise ainsi nullement la notion de "droits économiques, sociaux et culturels" au sens de l'article 23. En outre, à certains égards, le droit à la conservation du patrimoine immobilier peut être rattaché au "droit à la protection d'un environnement sain" dont fait état l'article 23, alinéa 3, 4°, de la Constitution.

valentes, d'importantes garanties reconnues par les textes en vigueur (1).

A cet égard, dans l'ordonnance en projet, s'exposent à critique :

- a) la suppression de l'obligation de soumettre aux mesures particulières de publicité toute demande de permis d'urbanisme, de permis de lotir ou de certificat d'urbanisme se rapportant à un bien inscrit à l'inventaire (2) ou à un bien faisant l'objet d'une mesure de sauvegarde ou d'un arrêté de classement (3);

(1) Sur l'obligation de "standstill" qui résulte de l'article 23 de la Constitution, voir doc. Sénat, sess. extr. 1991-1992, 100-2/3°, p. 13, et 100-2/4°, pp. 85 et sv.; P. MARTENS, L'insertion des droits économiques, sociaux et culturels dans la Constitution, Rev. belge dr. const., 1995, pp. 3 et sv., pp. 8 et 18 ; R. ERGEC, "Introduction générale" à l'ouvrage publié sous sa direction sous l'intitulé : Les droits économiques, sociaux et culturels dans la Constitution, Bruylant, 1995, pp. 15 et 16; A. ALEN, Handboek van het Belgisch Staatsrecht, Kluwer, 1995, n° 664; divers avis de la section de législation du Conseil d'Etat, parmi lesquels, en dernier lieu, l'avis L. 25.689/9 sur un avant-projet de décret modifiant le code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, doc. Parl. wall., session 1996-1997, n° 233/1, p. 65.

(2) Article 4, § 1er, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993.

(3) Article 4, § 3, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993, combiné avec l'abrogation des dispositions formant actuellement l'article 12, § 8, et l'article 27, § 9, de cette ordonnance.

- b) la transformation en simple faculté du droit actuellement reconnu, dans certains cas, d'exiger du Gouvernement que soit entamée la procédure de sauvegarde ou de classement d'un bien (1);
- c) la suppression de la possibilité actuellement reconnue à la Commission royale des monuments et des sites - organe dont les membres ont, selon les termes de l'article 3, § 2, 2°, de l'ordonnance du 4 mars 1993, "une compétence notoire en matière de conservation du patrimoine immobilier" - de s'opposer à la délivrance d'une autorisation concernant un bien sauvegardé ou faisant l'objet d'une procédure de sauvegarde (2) ou à l'abrogation d'une décision soumettant un bien au régime de la sauvegarde (3);
- d) la suppression de l'obligation d'organiser une enquête publique et la limitation des cas dans lesquels la consultation de la Commission royale des monuments et des sites est requise, lorsque des actes ou des travaux sont envisagés dans une zone de protection (4);

(1) Articles 7, § 1er, et 18, §§ 1er et 2, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993.

(2) Article 12, § 5, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993.

(3) Article 16, § 1er, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993.

(4) Article 29 en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993.

- e) l'allégement du régime applicable aux biens classés en application de la loi du 7 août 1931 (1).

5. Le texte en projet prévoit de nombreuses restrictions au droit de propriété : interdiction absolue d'effectuer certains actes ou travaux ou possibilité, pour l'autorité, de s'y opposer; obligation, pour le propriétaire d'un bien, d'effectuer des travaux en vue d'en assurer la conservation, et mécanisme de substitution des autorités publiques au propriétaire défaillant, moyennant récupération des frais à charge de celui-ci; obligation de tolérer diverses restrictions à l'usage d'un bien en vue de l'accomplissement de fouilles ou de sondages.

Ce faisant, la Région de Bruxelles-capitale ne peut manquer de veiller à assurer un juste équilibre entre les exigences de la conservation du patrimoine immobilier et les impératifs de la sauvegarde du droit de propriété. Il y va du respect dû à l'article 1er du premier protocole à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et au principe de l'égalité devant la loi (2).

A cet égard, l'attention est attirée sur ce que l'application du texte en projet peut conduire, dans

(1) Voir la modification envisagée à l'article 41, § 2, alinéa 2, de l'ordonnance du 4 mars 1993, modification dont, en outre, le texte est rédigé de manière difficilement compréhensible.

(2) On consultera à ce sujet, notamment, M. VERDUSSEN et D. RENDERS, Le droit de propriété face aux politiques d'aménagement du territoire; analyse de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour d'arbitrage, Aménagement-Environnement, 1996, n° spécial, pp. 195 et sv.

certain cas, à restreindre fortement l'usage auquel un bien est normalement destiné, à en diminuer notablement la valeur ou à faire peser sur son propriétaire des charges importantes, bénéficiant exclusivement ou essentiellement à la collectivité (1).

En pareilles hypothèses, le juste équilibre à assurer entre les exigences de la conservation du patrimoine immobilier et les impératifs de la sauvegarde du droit de propriété risque de ne pas être atteint si la Région de Bruxelles-capitale ne prévoit pas de mesure tendant à compenser le préjudice éventuellement subi par l'allocation, selon le cas, d'une indemnité ou d'une subvention, ou ne reconnaît pas le droit, pour celui à qui serait imposée une charge difficile à supporter, d'exiger l'acquisition de son bien par les autorités publiques (2).

-
- (1) On relève en particulier que les dispositions prévoyant l'obligation, pour le propriétaire d'un bien, d'y effectuer des travaux en vue d'en assurer la conservation, et organisant un mécanisme de substitution des autorités publiques au propriétaire défaillant, moyennant récupération des frais à charge de celui-ci, imposent des charges fort lourdes.
- (2) On relève que, dans une affaire où elle avait à connaître de la question de savoir si la limitation du droit de propriété qu'impliquent les dispositions accordant à certaines autorités publiques le droit d'établir des installations d'utilité publique sous, sur ou au-dessus de terrains privés peut être raisonnablement considérée comme n'étant pas disproportionnée par rapport au but d'intérêt général poursuivi, la Cour d'arbitrage a, pour conclure à l'admissibilité de cette limitation, eu spécialement égard aux circonstances que, dans la législation qui lui était soumise, les propriétaires des terrains grevés peuvent prétendre à une indemnité et qu'ils ont, en cas de défaut d'accord de vente amiable, le droit de contraindre le bénéficiaire de la servitude à procéder à une expropriation (arrêt n° 63/96 du 7 novembre 1996).

A cet égard, le texte en projet s'expose à être considéré comme insuffisant :

a) Il ne prévoit pas d'indemnisation pour le préjudice occasionné par les restrictions apportées au droit de propriété.

Certes, il convient de tenir compte de la possibilité de solliciter l'application de l'article 11 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, disposition selon laquelle, "dans le cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, la section d'administration se prononce en équité par voie d'arrêt, en tenant compte de toutes les circonstances d'intérêt public et privé, sur les demandes d'indemnité relatives à la réparation d'un dommage exceptionnel, moral ou matériel, causé par une autorité administrative". Toutefois, compte tenu des conditions très strictes que prévoit cette disposition - notamment la condition selon laquelle le dommage doit être "exceptionnel" -, il paraît difficile de soutenir qu'elle suffit dans tous les cas à assurer le juste équilibre qui doit exister entre les exigences de la conservation du patrimoine et le souci de la sauvegarde du droit de propriété.

En outre, on se demande si la Région de Bruxelles-capitale peut justifier de motifs suffisants au regard du principe de l'égalité devant la loi, pour se dispenser d'organiser un régime d'indemnisation des moins-values lorsqu'une interdiction d'exécuter des actes ou des travaux résultant de la mise en oeuvre de l'ordonnance en projet met fin à l'usage auquel le bien était affecté ou normalement

.../...

destiné, alors qu'un tel régime est prévu quand une interdiction analogue résulte d'un plan d'aménagement du territoire (1).

b) L'ordonnance en projet organise un régime d'octroi de subventions (voir l'article 32 en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993).

On relève toutefois, d'une part, que le texte n'établit pas un droit à l'octroi de la subvention et, d'autre part, en tout état de cause, que les subventions

(1) Voir l'article 79 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme. On relève que, dans le projet d'ordonnance qui a débouché sur l'ordonnance du 4 mars 1993, il avait été prévu un régime d'indemnisation inspiré de celui applicable en matière d'urbanisme (voir l'article 32 de ce projet, in doc. C.R.B., A-165/1-91/92). Il y a été renoncé, en particulier pour le motif qu'"ouvrir un droit à l'indemnisation entraînerait des charges financières trop élevées" (doc. C.R.B., A-165/2-92/93, p. 70). Il est douteux qu'un tel motif suffise à justifier la différence de traitement faite par la Région, selon que la décision dont résulte la moins-value relève de la politique de conservation du patrimoine ou de l'urbanisme. En outre, la circonstance, évoquée lors des travaux préparatoires de l'ordonnance du 4 mars 1993, que celle-ci prévoit la possibilité, pour le propriétaire d'un bien, d'en demander l'expropriation et qu'elle organise un régime d'octroi de subventions (op. cit., p. 71), ne suffit pas davantage à justifier pleinement pareille différence de traitement, dès lors que ces mesures prévues par l'ordonnance sont loin de compenser dans tous les cas et à suffisance l'absence d'un régime d'indemnisation des moins-values comparable à celui existant en matière d'urbanisme.

prévues ne peuvent compenser que partiellement les charges et les dommages que la mise en oeuvre de l'ordonnance en projet est de nature à occasionner (1).

c) L'ordonnance en projet contient aussi une disposition permettant au propriétaire d'un bien protégé d'exiger que la Région procède à l'acquisition de son bien (voir l'article 33 en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993).

Cependant, le champ d'application de cette disposition est assez limité, de sorte qu'ici aussi, le dispositif envisagé ne peut compenser que partiellement les charges et les dommages que la mise en oeuvre est de nature à occasionner.

6. Certaines dispositions de l'ordonnance en projet (2) tendent à assurer, selon les termes de l'exposé des motifs, "une meilleure coordination" entre les régimes

(1) Au sujet du régime d'octroi de subventions, voir encore l'observation relative à l'article 32 en projet.

(2) Voir :

- les articles 12, § 4, et 27, § 5, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993;
- l'article 12, §§ 2 et 3, en projet de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;
- les articles 87, § 2 bis, et 108, §§ 3 et 4, en projet de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

d'autorisation prévus par les articles 12 et 27 en projet et les régimes de permis d'urbanisme et d'environnement.

En tant qu'elles ont trait à la coordination à assurer avec le régime du permis d'environnement, ces dispositions doivent, conformément à l'article 4, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du 15 mars 1990 réglant l'institution, la composition et le fonctionnement du Conseil de l'environnement pour la Région de Bruxelles-capitale, être soumises à l'avis dudit conseil (1).

La déléguée du Gouvernement a précisé que cet avis n'avait pas été sollicité.

En conséquence, les dispositions dont il s'agit ne sont pas en état d'être examinées par le Conseil d'Etat.

En toute hypothèse, l'on relève, dès à présent, que ces dispositions sont difficilement compréhensibles. En outre, on ne comprend pas pourquoi lesdites dispositions, qui s'inspirent de celles qui, dans les matières de l'urbanisme et de l'environnement, sont relatives aux "projets

(1) Il en va de même de l'article 26ter en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993, en tant qu'il se rapporte à des autorisations dont la délivrance est requise en vertu de dispositions relevant de la matière de l'environnement au sens où l'entend l'arrêté du 15 mars 1990.

mixtes" (1), ne s'en inspirent que fort partiellement, nuisant ainsi à la cohérence du système mis en place.

7. Quant à la forme, le texte gagnerait à être entièrement réécrit.

Il est, en effet, rédigé en des termes souvent fort approximatifs.

Ainsi, pour ne prendre que quelques exemples, tirés des dispositions en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993 :

- a) à l'article 4, § 1er, alinéa 3, il n'y a pas lieu d'écrire que la demande de permis ou de certificat est soumise à l'avis "préalable" de la commission, car cela donne à penser que l'avis doit être donné avant l'introduction de la demande;
- b) aux articles 7, 9 et 10, il est question d'un "projet de sauvegarde" dont le texte ne fait pas état par ailleurs; il en va de même du "projet de classement" visé aux articles 22, 24 et 25;
- c) à l'article 12, § 4, 2°, a) et b), on se demande si, comme au littera c), le permis d'urbanisme et le permis

(1) Voir spécialement, d'une part, l'article 87, § 2, et l'article 108, § 2, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et, d'autre part, l'article 12 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

d'environnement doivent être définitifs; il en va de même à l'article 27, § 5, 2°, a) et b);

- d) dans la seconde phrase de l'article 14bis, il faut manifestement remplacer les mots "ce bien demeure soumis" par les mots "la partie du bien qui n'est pas classée demeure soumise";
- e) aux articles 16 et 17, les termes utilisés pour désigner la décision qui soustrait un bien au régime de la sauvegarde ("abrogation de la sauvegarde", "radiation de la sauvegarde") sont impropres; en outre, alors que l'article 16, § 1er, prévoit que cette procédure peut être entamée de trois manières (d'initiative par le Gouvernement, sur la proposition de la commission ou à la demande du propriétaire), le paragraphe 2 du même article ne fait état, pour régler la procédure, que de "la demande d'abrogation de la sauvegarde" (1); etc...

*

*

*

Il s'ensuit que le texte en projet doit être fondamentalement revu.

(1) La même observation vaut, mutatis mutandis, pour l'article 31, § 2.

Aussi, se bornera-t-on, pour le surplus, aux quelques observations ci-après.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 24

A l'article 4, § 1er, alinéa 3, en projet, faut-il comprendre que toute demande de permis ou de certificat est soumise aux dispositions envisagées, ou le texte s'applique-t-il seulement en cas de projet de modification ou de démolition du bien ? En outre, on se demande quel doit être le contenu de la "notice descriptive du bien" dont le texte fait état.

Article 38

Selon la disposition en projet, si le Gouvernement laisse passer le délai de deux ans dans lequel il a le pouvoir de prendre un arrêté de sauvegarde, "la procédure est caduque".

Ce système est critiquable.

D'une part, il expose les autorités à renoncer à exercer la mission qui leur incombe, en vertu de l'article 23 de la Constitution, de garantir le droit à la protection et à la jouissance du patrimoine culturel.

.../...

D'autre part, le texte est formulé de telle manière qu'il paraît laisser entendre que l'effet attaché à l'écoulement du délai de deux ans est uniquement de faire cesser les effets de la procédure initialement engagée et que l'on ne pourrait même pas considérer que le silence du Gouvernement est réputé constituer une décision implicite de ne pas sauvegarder le bien; or, en ce cas, les tiers se verraient privés de toute possibilité d'introduire un recours devant la section d'administration du Conseil d'Etat, ce qui est de nature à méconnaître le principe de l'égalité des justiciables devant la loi (1).

Mutatis mutandis, la même observation vaut pour les dispositions suivantes en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993 : l'article 12, § 5, alinéa 4, l'article 22, et l'article 27, § 6, alinéa 6.

Article 46

Outre ce qui a été dit dans l'observation générale n° 5, on se demande comment combiner la disposition à l'examen et l'article 33 en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993, en tant qu'ils s'applique à des biens sauvegardés. Si ces dispositions sont destinées à s'appliquer dans des hypothèses distinctes, le texte doit apporter les précisions nécessaires. Si ce n'est pas le cas, on n'aperçoit pas ce

(1) Dans le même sens, voir l'avis L. 25.689/9 sur un avant-projet de décret modifiant le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, op. cit., p. 68.

qui justifie la mise en place de deux régimes différents pour régler des questions analogues.

De surcroît, le texte en projet, qui met en place une procédure fort complexe, est rédigé de manière particulièrement imprécise et laisse sans réponse d'importantes questions; ainsi :

- 1° le texte fait état, tantôt de "mesures", tantôt de "travaux", tantôt encore de "travaux d'entretien ou de restauration", sans que l'on sache si la variété de cette terminologie est ou n'est pas intentionnelle;
- 2° l'obligation d'introduire une demande d'autorisation, prévue au paragraphe 1er en projet, s'applique-t-elle dans le cas de travaux qui ne seraient pas soumis à autorisation en vertu de l'article 12 en projet (1) ?
- 3° au paragraphe 1er en projet, faut-il accorder une portée particulière à la disposition suivant laquelle "il est statué sur (la demande d'autorisation) par un arrêté" ?
- 4° dans les cas où le Gouvernement impose l'exécution de travaux, ceux-ci sont-ils soumis à la délivrance des autorisations normalement requises (tels l'autorisation requise en vertu de l'article 12 en projet et le permis d'urbanisme); si oui, n'y a-t-il pas lieu de prendre des dispositions pour éviter toute incohérence entre la

(1) On relève à ce sujet que ledit article 12 ne soumet pas à autorisation, comme tels, des travaux qualifiés de "travaux d'entretien".

décision du Gouvernement et les décisions statuant sur les demandes d'autorisation ?

Article 47

En ce qui concerne le déplacement d'un bien relevant du patrimoine immobilier, envisagé par l'article 12, § 1er, alinéa 1er, 1°, c), en projet, l'attention est attirée sur ce que, selon l'article 5 de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe, faite à Grenade le 3 octobre 1985 et approuvée par la loi du 8 juin 1992, chaque partie à cette convention "s'engage à proscrire le déplacement de tout ou partie d'un monument protégé, sauf dans l'hypothèse où la sauvegarde matérielle de ce monument l'exigerait impérativement", étant entendu qu'"en ce cas, l'autorité compétente prendrait les garanties nécessaires pour son démontage, son transfert et son remontage dans un lieu approprié".

Il y aurait lieu d'insérer une disposition en ce sens dans le texte en projet.

La même observation vaut pour l'article 27, § 2, alinéa 1er, 3°, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993.

Article 49

On se demande pour quel motif le texte en projet ne prévoit plus que l'obligation qu'il impose doit être respectée lors de la délivrance d'un certificat d'urbanisme.

.../...

Article 51

On se demande si la faculté qui est donnée au propriétaire d'un bien sauvegardé d'introduire une demande de classement est soumise à la condition que le plan de sauvegarde ait été mené à bien.

Article 52

Compte tenu de la première phrase de l'article 15 en projet, l'objet de la deuxième phrase doit être de déterminer le moment à partir duquel s'appliquent les effets de la sauvegarde pendant la durée de la procédure ouverte en application de l'article 7, § 1er, de l'ordonnance du 4 mars 1993, et non pas le moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté qui décide la sauvegarde du bien, au terme de cette procédure. Aussi n'y a-t-il pas lieu de prévoir que, selon les termes de la deuxième phrase en projet, "ces effets s'appliquent dès le jour où l'arrêté devient obligatoire conformément à l'article 10", puisque ledit article 10 contient les mesures de publicité à assurer pour l'arrêté sauvegardant un bien. La deuxième phrase doit être revue en ce sens que les effets dont il s'agit s'appliquent à partir de la publication au Moniteur belge de l'arrêté qui entame la procédure de sauvegarde.

Mutatis mutandis, la même observation vaut pour la deuxième phrase de l'article 28 en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993.

.../...

Article 57

1. La zone de protection est une zone située dans les abords d'un bien classé. Aussi paraît-il inadéquat de faire dépendre le caractère facultatif ou obligatoire de la délimitation d'une telle zone de la circonstance que le bien classé lui-même - et non pas ses alentours - est ou n'est pas couvert par des dispositions assurant déjà, selon les termes du commentaire de la disposition en projet, "un certain contrôle".

2. Sous réserve de l'observation n° 1, la disposition en projet appelle encore les deux observations suivantes :

- a) la déléguée du Gouvernement a précisé que les règlements d'urbanisme visés au paragraphe 1er, alinéa 1er, a), en projet sont uniquement ceux qui couvrent une partie, selon le cas, du territoire régional ou du territoire communal. Le texte doit apporter cette précision.
- b) il résulte des explications de la déléguée du Gouvernement que le paragraphe 1er, alinéa 1er, c), en projet anticipe sur des dispositions qui n'ont pas encore été adoptées. Le littera c) doit donc être omis.

Ces observations valent également pour l'article 23, § 2, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993.

.../...

Article 71

A la lecture de l'article 25bis, § 2, en projet, on se demande si l'intention des auteurs du texte est de prévoir l'établissement d'un projet de conditions particulières de conservation. Dans l'affirmative, il convient de déterminer qui en serait chargé et à quel moment de la procédure.

Article 73

On se demande s'il n'y a pas lieu d'insérer également une disposition analogue à celle qui figure à l'article 13, § 3, en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993 (1).

Article 75

Selon le commentaire de cette disposition, l'article 27, § 2, alinéa 1er, 5°, en projet "permet d'intégrer dans une procédure unique l'autorisation des travaux et l'octroi de subvention".

Le texte en projet ne suffit pourtant pas à prévoir une telle procédure unique. Celle-ci doit être expressément organisée.

(1) Si oui, il est fait référence à l'observation relative à cette disposition.

Article 80

Le texte en projet paraît dénué de sens lorsqu'il prévoit que la modification des conditions particulières de conservation d'un bien classé et la modification de la zone de protection peuvent être envisagées dans le cas où des circonstances nouvelles "font obstacle à la conservation du bien" : en pareille hypothèse - du moins telle qu'elle est formulée - peut-on envisager une autre mesure qu'un déclassement du bien ?

Article 81

Selon l'article 6, 1°, de la Convention, précitée, pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe, "chaque Partie s'engage à prévoir, en fonction des compétences nationales, régionales et locales et dans la limite des budgets disponibles, un soutien financier des pouvoirs publics aux travaux d'entretien et de restauration du patrimoine architectural situé sur son territoire".

L'on se demande, compte tenu de cette disposition, pour quels motifs la disposition en projet réserve l'octroi de subventions aux mesures de conservation des biens classés, aux frais d'élaboration des plans de sauvegarde et aux frais des travaux d'urgence à exécuter à un bien sauvegardé : pourquoi, en particulier, ne pas prévoir l'octroi de subventions pour les travaux d'entretien et de restauration des biens sauvegardés ?

.../...

Article 82

1. Il est fait référence à l'observation faite au sujet de l'article 11bis en projet de l'ordonnance du 4 mars 1993.

2. Pour éviter toute atteinte au principe de l'inviolabilité du domicile, le texte doit déterminer les conditions auxquelles peuvent avoir lieu les visites périodiques envisagées par l'article 33, § 1er, en projet.

3. Selon le commentaire du texte, la valeur vénale du bien, dont l'estimation est faite pour l'application de l'article 33, § 4, alinéa 2, en projet, "est établie contradictoirement". Le texte doit contenir cette précision et organiser la procédure contradictoire envisagée.

Article 86

La seule exception prévue à la règle de l'exonération du précompte immobilier pour les biens sauvegardés ou classés est celle où le propriétaire d'un bien sauvegardé "n'introduit pas un plan de sauvegarde conformément à l'article 8, § 2".

Les auteurs du texte ne paraissent pas avoir pris en compte d'autres hypothèses, telles celle où le plan de sauvegarde soumis au Gouvernement ne recevrait pas l'accord

.../...

de ce dernier et toutes les hypothèses où il serait établi que l'ordonnance n'a pas été respectée.

Article 88

Au paragraphe 3 de l'article 40bis en projet, le texte doit déterminer les conditions et les règles de procédure à respecter pour que le Gouvernement puisse décider d'effectuer des fouilles ou des sondages sur le bien d'autrui.

OBSERVATIONS FINALES

1. D'une manière générale, en ce qui concerne la légistique formelle, il est renvoyé au Code-formulaire de légistique (services du Premier Ministre, supplément au Moniteur belge du 2 juin 1982).

2. Le texte néerlandais de plusieurs dispositions du projet est mal rédigé ou rédigé avec peu de soin. Sous réserve des observations générales et particulières, quelques propositions à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Doordat men van zins is om in de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerende erfgoed talrijke en ingrijpende wijzigingen aan te brengen, zou het veel eenvoudiger en duidelijker zijn die ordonnantie door een volledig nieuwe tekst te vervangen.

2. Uit de ontworpen tekst blijkt dat voor een goed dat tot het onroerend erfgoed behoort verschillende categorieën van maatregelen kunnen worden overwogen : de inschrijving van dat goed op de inventaris van het onroerend erfgoed, een procedure voor bewaring of nog een procedure voor bescherming.

Aan die drie categorieën van maatregelen zijn verschillende gevolgen verbonden, inzonderheid op het stuk van de op het eigendomsrecht gestelde beperkingen en van de voordelen die eventueel aan de eigenaar van het goed worden toegekend.

In de ontworpen tekst wordt niet aangegeven op basis van welke motieven en criteria een van de drie voornoemde regelingen op een goed kan worden toegepast.

De vraag rijst of het de bedoeling van de stellers van het ontwerp is om, zoals onder de gelding van de huidige tekst van de ordonnantie van 4 maart 1993, nog rekening te

.../...

houden met de graad van belangrijkheid van het goed (1). Volgens de gemachtigde van de Regering zou dat niet de bedoeling van de stellers van het ontwerp zijn.

De memorie van toelichting bevat enige uitleg over de verschillen tussen de drie regelingen waarin wordt voorzien.

Zo heeft de inventaris, volgens de commentaar bij artikel 24 van het voorontwerp, betrekking op "het gewestelijk onroerend erfgoed dat (de Regering) als opmerkelijk beschouwt en waarvan ze vermoedt dat het verdient bewaard of beschermd te worden"; er is ook sprake van de betekenis van de inventaris als "alarmbel".

De bewaring wordt in de memorie van toelichting voorgesteld als "een dynamisch beheerswerktuig" in tegenstelling tot de voor een beschermd goed gestelde bijzondere behoudsvoorwaarden, die een "statisch werkmiddel" vormen.

Volgens de memorie van toelichting hebben de bewaringsmaatregelen tot doel "de eigenaar (ertoe aan te sporen) om zijn goed opnieuw in het hedendaags stadsmilieu in te schakelen, bijvoorbeeld door er een nieuwe gebruiksbestemming aan te geven, uiteraard mits eerbiediging van de kenmerken van het betrokken kunstwerk"; volgens de commen-

(1) Zie, wat het gewicht van dat criterium voor de toepassing van de huidige tekst van de ordonnantie van 4 maart 1993 betreft, de parlementaire voorbereiding ervan (St. B.H.R., A.-165/2-92/93, blz. 18 en 53); lees ook M. SCHOLASSE, "La conservation du patrimoine immobilier en Région de Bruxelles-Capitale", Aménagement-Environnement, 1993, blz. 134 en volgende, inzonderheid blz. 138 en 143.

taar bij artikel 29 van het voorontwerp heeft de bewaringsprocedure betrekking op goederen die niet alleen voldoende waardevol zijn om bewaard te worden, doch waarvoor bovendien "een herwaardering noodzakelijk blijkt om ze in het hedendaagse stadsleven te integreren."

Wat de tijdruimtelijke strekking van de bewaringsmaatregelen betreft, staat in de memorie van toelichting vermeld dat die maatregelen "worden opgevat als voorlopige maatregelen, die op termijn moeten leiden tot bescherming van het geheel of van een deel van het goed, of tot het besluit dat dit onmogelijk of onnodig is.". Verder in de memorie van toelichting staat dat "het ... nochtans mogelijk (is) om voor dit beschermingsniveau een termijn op te leggen."

Deze uitleg is weinig of niet precies (1) en volstaat absoluut niet om vast te stellen op basis van welke motieven en criteria een tot het onroerend erfgoed behorend goed op de inventaris zal worden ingeschreven, bewaard of beschermd zal worden.

(1) Als een van de onnauwkeurigheden moet inzonderheid die worden aangewezen welke het bepalen van de functie van de bewaringsmaatregelen kenmerkt. Wat moet juist worden verstaan onder "(opnieuw) inschakelen, (weer) integreren" in het hedendaagse stadsleven/stadsmilieu" ? Is dat niet in elk geval een van de doelstellingen van het beleid tot bescherming van het onroerend erfgoed (zie in die zin de definitie van het woord "behoud" in artikel 2, 2°, van de ordonnantie van 4 maart 1993) ? Staat de stellers van het ontwerp overigens zowel het "inschakelen/integreren" als het "opnieuw inschakelen/weer integreren" van het goed in het hedendaagse stadsleven/stadsmilieu voor ogen ?

Het staat aan de stellers van de ontworpen tekst om de noodzakelijke preciseringen te geven, enerzijds ter rechtvaardiging van de verschillende regelingen waarin voor de drie in het vooruitzicht gestelde categorieën van maatregelen wordt voorzien (1) en anderzijds om het mogelijk te maken de bestuurshandelingen en de beslissingen die er met toepassing van de ontworpen ordonnantie zullen komen afdoende te motiveren, zoals door de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurs-handelingen wordt gevergd.

3. Een van de belangrijkste vernieuwingen die door de ontworpen tekst worden ingevoerd, wordt inzonderheid gevormd door de bepalingen betreffende het "bewaringsplan", voorgeschreven voor goederen ten aanzien waarvan een bewaringsbesluit is uitgevaardigd.

Die bepalingen geven aanleiding tot enige algemene opmerkingen :

- a) Behalve dat de motieven en criteria op basis waarvan de bewaringsmaatregelen zullen worden genomen niet bepaald zijn (zie vorige opmerking), wordt erop gewezen dat de tekst de juiste bedoeling van een bewaringsplan niet opgeeft. In dit verband is de aan de Regering opgedragen bevoegdheid om de inhoud van het plan vast te stellen veel te ruim.

(1) In verband met de specifieke moeilijkheid, in dit verband te wijten aan de regeling voor het toekennen van subsidies die in de ontworpen tekst wordt ingesteld, leze men de opmerking betreffende het ontworpen artikel 32 van de ordonnantie van 4 maart 1993.

- b) Uit het ontworpen artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 4 maart 1993 volgt dat de overheid, wanneer ze een bewaringsbesluit uitvaardigt niet verplicht is om het opmaken van een bewaringsplan op te leggen. Gaat zulks wel samen met de economie van de ontworpen tekst, aangezien dat plan wordt voorgesteld als het "werkmiddel voor het dynamisch beheren" van het goed, welk dynamisch beheren volgens de memorie van toelichting de bewaringsregeling kenmerkt ? In elk geval bevat de tekst geen nadere bepaling van de motieven en criteria op basis waarvan de overheid oordeelt of het opmaken van een plan moet worden opgelegd.
- c) Het ontworpen artikel 8, § 3, van de ordonnantie van 4 maart 1993 wekt ook enige verbazing : waarom schept men de mogelijkheid om bepaalde werkzaamheden op te leggen in plaats van een bewaringsplan wanneer het opmaken van zulk een plan eerst noodzakelijk was gebleken, doch de eigenaar van het goed geen plan heeft ingediend of aan de Regering een plan heeft voorgelegd dat niet kan worden aangenomen ?

.../...

- d) Tevens rijst de vraag wat de juiste draagwijdte van het plan zal zijn. Zal het dwingende voorschriften bevatten en zo ja, voor wie zal het plan gelden (1) ?
- e) De tekst bevat geen duidelijke omschrijving van de procedure voor de goedkeuring van het plan. Zo kan uit het ontworpen artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 4 maart 1993 niet worden opgemaakt of de Regering alleen bevoegd is om het plan goed te keuren of te verwerpen, dan wel of het aan haar is om het plan zelf op te maken.
- f) Het is niet duidelijk hoe de uitvoering van het plan zal worden gecontroleerd.
- g) Tot slot rijst de vraag of de stellers van het ontwerp gevolgen willen verbinden aan de omstandigheid dat een bewaringsplan volledig is uitgevoerd. Zijn de gevolgen die aan de bewaring zijn verbonden, dan nog van toepassing (2) ?

(1) In het bijzonder rijst de vraag of dat plan bindend is voor de overheid bij wie een vergunning wordt aangevraagd om werkzaamheden uit te voeren ter voldoening aan een bewaringsplan (aanvraag om vergunning op basis van het ontworpen artikel 12 van de ordonnantie van 4 maart 1993 of aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning of stedenbouwkundig attest). Uit het ontworpen artikel 16, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 4 maart 1993 blijkt dat een stedenbouwkundige vergunning of stedenbouwkundig attest in dat geval kan worden geweigerd. Is zo een regeling wel coherent ?

(2) In het specifieke geval bedoeld in de tweede zin van het ontworpen artikel 14bis van de ordonnantie van 4 maart 1993 is dat blijkbaar niet zo. De tekst moet die kwestie in het algemeen regelen.

4. De regeling die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het behoud van het onroerend erfgoed treft, mag niet in strijd zijn met artikel 23 van de Grondwet.

Volgens die grondwetsbepaling moet de wetgever de economische, sociale en culturele rechten waarborgen en de voorwaarden voor de uitoefening van die rechten bepalen.

Tot die rechten behoren het recht op bescherming en genot van het onroerend erfgoed (1).

-
- (1) Men kan er immers van uitgaan dat dit recht behoort tot de culturele rechten die volgens artikel 23 van de Grondwet voor iedereen gelden (voor de begrippen "culturele rechten" en "recht op cultuur" en de toepassing ervan op cultuurgooederen, met inbegrip van monumenten en landschappen zij verwezen naar P. ORIANNE, *Mythe ou réalité des droits économiques, sociaux et culturels*, in *Présence du droit public et des droits de l'homme*, Mélanges offerts à J. Velu, deel III, Bruylant, 1992, blz. 1871 en volgende, blz. 1879 en 1880; H. DUMONT, *Le pluralisme idéologique et l'autonomie culturelle en droit public belge*, deel 1, Facultés universitaires Saint-Louis en Bruylant, 1996, nr. 330).

Het genoemde recht wordt weliswaar niet uitdrukkelijk en specifiek in de opsomming van economische, sociale en culturele rechten van artikel 23, derde lid, vermeld, maar die opsomming is niet exhaustief (zie het woord "inzonderheid") en daarmee is dus geenszins het begrip "economische, sociale en culturele rechten" in de zin van artikel 23 uitgeput. Bovendien kan met het recht op bescherming van het onroerend erfgoed op sommige punten worden aangehaakt bij het "recht op de bescherming van een gezond leefmilieu", vermeld in artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet.

.../...

Door de wetgever ertoe te verplichten de economische, sociale en culturele rechten te waarborgen, wordt de wetgever door de grondwetgever ervan afgehouden de eerder in de rechtsordening verkregen waarborgen voor de bescherming van die rechten af te bouwen : de wetgever kan belangrijke waarborgen die door de van kracht zijnde teksten worden erkend, niet zomaar afschaffen zonder ze door gelijkwaardige waarborgen te vervangen (1).

De volgende punten van de ontworpen ordonnantie zijn dan ook vatbaar voor kritiek :

- a) de afschaffing van de verplichting om bijzondere regels van openbaarmaking in acht te nemen bij elke aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning, een verkavelingsvergunning of een stedenbouwkundig attest voor een goed

(1) Voor de verplichte "standstill" die uit artikel 23 van de Grondwet voortvloeit, wordt verwezen naar de Gedr. St. van de Senaat, B.Z. 1991-1992, 100-2/3°, blz. 13, en 100-2/4°, blz. 85 en volgende; P. MARTENS, L'insertion des droits économiques, sociaux et culturels dans la Constitution, Rev. belge dr. const., 1995, blz. 3 en volgende, blz. 8 en 18; R. ERGEC, "Introduction générale" (algemene inleiding) op het werk dat onder zijn leiding is gepubliceerd, met als titel : "Les droits économiques, sociaux et culturels dans la Constitution, Bruylant, blz. 15 en 16; A. ALEN, Handboek van het Belgisch Staatsrecht, Kluwer, 1995, nr. 664; diverse adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State, waaronder in laatste instantie advies L. 25.689/9 over een voorontwerp van decreet tot wijziging van het Waals Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, St. Waals Parlement, zitting 1996-1997, nr. 233/1, blz. 65.

dat op de inventaris is opgenomen (1) of een goed dat onder een bewaringsmaatregel of een beschermingsbesluit valt (2);

- b) de omstandigheid dat het thans erkende recht om in bepaalde gevallen te eisen dat de Regering de bewarings- of beschermingsprocedure voor een goed inzet (3), wordt omgevormd tot een gewone mogelijkheid;
- c) de afschaffing van de thans erkende mogelijkheid voor de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, een instelling waarvan de leden volgens artikel 3, § 2, 2º, van de ordonnantie van 4 maart 1993, "bekend (zijn) om hun bekwaamheid inzake het behoud van het onroerende erfgoed", om zich te verzetten tegen de afgifte van een vergunning voor een bewaard goed of een goed waarvoor een bewaringsprocedure is ingezet (4) of tegen de opheffing van een beslissing waarbij op een goed de bewaringsregeling wordt toegepast (5);

(1) Ontworpen artikel 4, § 1, van de ordonnantie van 4 maart 1993.

(2) Ontworpen artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 4 maart 1993, in samenhang met de opheffing van de bepalingen die thans artikel 12, § 8, en artikel 27, § 9, van die ordonnantie vormen.

(3) Ontworpen artikelen 7, § 1, en 18, §§ 1 en 2, van de ordonnantie van 4 maart 1993.

(4) Ontworpen artikel 12, § 5, van de ordonnantie van 4 maart 1993.

(5) Ontworpen artikel 16, § 1, van de ordonnantie van 4 maart 1993.

- d) de afschaffing van de verplichting om een openbaar onderzoek in te stellen en de beperking van de gevallen waarin het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen moet worden ingewonnen, wanneer in een vrijwaringszone handelingen of werkzaamheden worden gepland (1);
- e) de versoepeling van de regeling voor goederen die beschermd zijn met toepassing van de wet van 7 augustus 1931 (2).

5. De ontworpen tekst bevat talrijke beperkingen van het eigendomsrecht: een absoluut verbod om sommige handelingen te stellen of werkzaamheden uit te voeren of de mogelijkheid voor de overheid om zich ertegen te verzetten; de verplichting voor de eigenaar van een goed om werkzaamheden uit te voeren om het desbetreffende goed te behouden, en een regeling waarbij de overheid in de plaats van de in gebreke blijvende eigenaar kan optreden en de kosten op hem kan verhalen; de verplichting om diverse beperkingen van het gebruik van een goed te gedogen met het oog op het doen van opgravingen of peilingen.

(1) Ontworpen artikel 29 van de ordonnantie van 4 maart 1993.

(2) Zie de geplande wijziging van artikel 41, § 2, tweede lid, van de ordonnantie van 4 maart 1993, een wijziging die bovendien weinig bevattelijk is geformuleerd.

Daarbij moet het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een gulden middenweg proberen te vinden tussen de vereisten inzake behoud van het onroerend erfgoed en de vereisten inzake beveiliging van het eigendomsrecht. Dat is noodzakelijk voor de inachtneming van artikel 1 van het eerste protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en het beginsel dat alle Belgen gelijk zijn voor de wet (1).

In dat verband wordt erop gewezen dat de toepassing van de ontworpen tekst in bepaalde gevallen tot gevolg kan hebben dat de normale gebruiksbestemming van een goed sterk wordt beperkt, het goed aanzienlijk in waarde vermindert of de eigenaar ervan zware kosten op zich moet nemen die alleen of hoofdzakelijk de samenleving ten goede komen (2).

Als het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geen maatregel neemt om het eventueel geleden nadeel door een schadevergoeding of een subsidie, naargelang van het geval, te compenseren of als het degene aan wie een zware last wordt opgelegd, niet het recht verleent om te eisen dat de

(1) Zie, inzonderheid, M. VERDUSSEN en D. RENDERS, *Le droit de propriété face aux politiques d'aménagement du territoire; analyse van de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens en van het Arbitragehof, Aménagement-Environnement*, 1996, speciaal nr., blz. 195 en volgende.

(2) In het bijzonder valt op te merken dat de bepalingen waarin staat dat de eigenaar van een goed verplicht is werkzaamheden uit te voeren om het goed in stand te houden en dat de overheid in de plaats van de in gebreke blijvende eigenaar kan optreden en de kosten op hem kan verhalen, zeer zware kosten meebrengen.

overheid zijn goed koopt, bestaat het gevaar dat geen evenwicht wordt bereikt tussen de vereisten inzake behoud van het onroerend erfgoed en de vereisten inzake bescherming van het eigendomsrecht (1).

In dat verband kan de ontworpen tekst als ontoereikend worden beschouwd :

a) hij voorziet niet in een schadeloosstelling voor het nadeel dat door de beperkingen van het eigendomsrecht wordt veroorzaakt.

Er dient weliswaar rekening te worden gehouden met de mogelijkheid om de toepassing te vragen van artikel 11 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dat als volgt luidt : "Als geen ander rechtscollege bevoegd is, doet

(1) Er wordt op gewezen dat het Arbitragehof, in een zaak waar het uitspraak moest doen over de vraag of de beperking van het eigendomsrecht die voortvloeit uit de bepalingen waarbij sommige overheidsinstanties het recht krijgen om onder, op of boven private gronden installaties ten algemenen nutte te plaatsen, redelijkerwijs niet als onevenredig met het nagestreefde doel van algemeen belang kan worden beschouwd, heeft geoordeeld dat die beperking aanvaardbaar is, inzonderheid gelet op de omstandigheid dat de eigenaars van de bezwaarde gronden volgens de wetgeving in kwestie, aanspraak kunnen maken op een vergoeding en dat zij het recht hebben om, bij gebreke van overeenstemming over verkoop in der minne, de gerechtigde op de erfdienstbaarheid tot onteigening kunnen dwingen (arrest nr. 63/96 van 7 november 1996).

de afdeling administratie naar billijkheid en met inachtneming van alle omstandigheden van openbaar en particulier belang, bij wege van arrest uitspraak over de eisen tot herstelvergoeding voor buitengewone, morele of materiële schade, veroorzaakt door een administratieve overheid". Gelet op de zeer strikte voorwaarden die in deze bepaling gesteld worden, inzonderheid de omstandigheid dat de schade "buitengewoon" moet zijn, kan moeilijk worden aangevoerd dat dit artikel in alle gevallen volstaat om een evenwicht tot stand te brengen tussen de vereisten van het behoud van het erfgoed en het verlangen om het eigendomsrecht te beschermen.

Bovendien rijst de vraag of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gelet op het beginsel dat alle Belgen gelijk zijn voor de wet, genoegzame redenen heeft om geen schadeloosstelling voor waardeverminderingen in te voeren wanneer een verbod om handelingen te stellen of werkzaamheden uit te voeren, dat voortvloeit uit de toepassing van de ontworpen ordonnantie, een einde maakt aan het gebruik dat van het goed gemaakt werd of waarvoor het normaal was bestemd, terwijl een dergelijke regeling wel bestaat wanneer

.../...

een soortgelijk verbod voortvloeit uit een plan van aanleg (1).

b) De ontworpen ordonnantie bevat een subsidie-regeling (zie het ontworpen artikel 32 van de ordonnantie van 4 maart 1993).

Toch moet enerzijds worden opgemerkt dat de tekst geen recht op subsidie invoert en anderzijds dat de in het vooruitzicht gestelde subsidies hoe dan ook slechts een gedeeltelijke compensatie kunnen vormen voor de kosten en de

(1) Zie artikel 79 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw. Er wordt opgemerkt dat het ontwerp van ordonnantie dat tot de ordonnantie van 4 maart 1993 heeft geleid, voorzag in een schadeloosstelling die geïnspireerd was op die inzake stedenbouw (zie artikel 32 van dat ontwerp in St. B.H.R., A-165/1-91/92). Men heeft die regeling laten varen, vooral omdat "de financiële lasten (...) door de invoering van een recht op schadevergoeding te hoog (zouden) oplopen" (St. B.H.R., A-165/2-92/93, blz. 70). Het valt te betwijfelen of dit een genoegzame reden is om te rechtvaardigen dat het Gewest een ander standpunt inneemt naargelang de beslissing waaruit de waardevermindering voortvloeit, onder het beleid inzake behoud van het erfgoed of onder het beleid inzake stedenbouw ressorteert. Die verschillende benadering kan bovendien evenmin volkomen worden gerechtvaardigd door de omstandigheid, aangevoerd tijdens de voorbereiding van de ordonnantie van 4 maart 1993, dat de eigenaar de onteigening van zijn goed mag eisen of subsidies mag vragen (op. cit. blz. 71), aangezien die maatregelen waarin de ordonnantie voorziet, lang niet in alle gevallen en niet voldoende opwegen tegen het feit dat geen schadeloosstelling voor waardeverminderingen wordt ingevoerd die vergelijkbaar is met die welke op het stuk van de stedenbouw bestaat.

schade die de toepassing van de ontworpen ordonnantie kan veroorzaken (1).

c) De ontworpen ordonnantie bevat ook een bepaling die inhoudt dat de eigenaar van een beschermd goed kan eisen dat het Gewest zijn eigendom aankoopt (zie het ontworpen artikel 33 van de ordonnantie van 4 maart 1993).

De werkingssfeer van deze bepaling is echter vrij beperkt, zodat ook deze geplande maatregel slechts een gedeeltelijke compensatie kan vormen voor de kosten en de schade die de toepassing van de bepaling kan veroorzaken.

6. Volgens de memorie van toelichting zullen sommige bepalingen van de ontworpen ordonnantie (2) zorgen voor een "betere coördinatie" tussen de toestemmingsvergunningsregeling bepaald bij de ontworpen artikelen 12 en 27 en de regelingen voor de afgifte van stedenbouwkundige vergunningen en milieuvergunningen.

(1) Voor de subsidieregeling: zie ook de opmerking over het ontworpen artikel 32.

(2) Zie :

- de ontworpen artikelen 12, § 4, en 27, § 5, van de ordonnantie van 4 maart 1993;
- het ontworpen artikel 12, §§ 2 en 3, van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;
- de ontworpen artikelen 87, § 2bis, en 108, §§ 3 en 4, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.

In zoverre die bepalingen bedoeld zijn om de ordonnantie af te stemmen op de regeling voor de afgifte van milieuvergunningen, moeten ze overeenkomstig artikel 4, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 15 maart 1990 houdende de regeling van de oprichting, de samenstelling en de werking van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest om advies aan die Raad worden voorgelegd (1).

De gemachtigde van de Regering heeft gepreciseerd dat dit advies niet is ingewonnen.

De desbetreffende bepalingen zijn dus niet in zoverre gereed dat ze door de Raad van State kunnen worden onderzocht.

Hoe dan ook, nu reeds wordt opgemerkt dat die bepalingen weinig bevattelijk zijn. Bovendien is het niet duidelijk waarom die bepalingen, die geïnspireerd zijn op die welke in de aangelegenheden stedenbouw en leefmilieu betrekking hebben op "gemengde projecten" (2), daar slechts zeer gedeeltelijk op voortbouwen en aldus de samenhang van de ingevoerde regeling in het gedrang brengen.

(1) Dit geldt ook voor het ontworpen artikel 26ter van de ordonnantie van 4 maart 1993, in zoverre het betrekking heeft op vergunningen waarvan de afgifte is vereist krachtens bepalingen inzake leefmilieu in de zin van het besluit van 15 maart 1990.

(2) Zie inzonderheid, enerzijds, artikel 87, § 2, en artikel 108, § 2, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw en, anderzijds, artikel 12 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

7. Wat de vorm betreft, zou het beter zijn de tekst volledig te herschrijven.

Hij is immers vaak in zeer vage bewoordingen gesteld.

Om maar enkele voorbeelden te noemen uit de ontworpen bepalingen van de ordonnantie van 4 maart 1993 :

- a) in artikel 4, § 1, derde lid, is er geen grond om te schrijven dat een aanvraag van een vergunning of een attest om "voorafgaand" advies wordt voorgelegd aan de commissie, aangezien dat de indruk wekt dat het advies moet worden uitgebracht vóórdat de aanvraag wordt ingediend;
- b) in de artikelen 7, 9 en 10 is er sprake van een "ontwerp van bewaring", waarover elders in de tekst niets gezegd wordt; dat geldt ook voor het "ontwerp van bescherming", genoemd in de artikelen 22, 24 en 25;
- c) omtrent artikel 12, § 4, 2º, a) en b) rijst de vraag of de stedenbouwkundige vergunning en de milieuvergunning ook definitief moeten zijn, zoals bepaald in onderdeel c); dit geldt ook voor artikel 27, § 5, 2º, a) en b);
- d) in de tweede zin van artikel 14bis moeten de woorden "blijft dit goed onderworpen aan de bewaringsmaatregel totdat dit plan werd uitgevoerd" kennelijk vervangen

.../...

worden door de woorden "blijft de bewaringsmaatregel van toepassing op het gedeelte van het goed dat niet beschermd is totdat dit plan is uitgevoerd";

- e) de termen waarmee in de artikelen 16 en 17 verwezen wordt naar een beslissing waarbij een goed aan de bewaringsregeling onttrokken wordt ("opheffing van de bewaring") zijn ongeschikt; bovendien spreekt paragraaf 2 van artikel 16 met het oog op de regeling van de procedure alleen over "de aanvraag tot opheffing van de bewaring", terwijl in paragraaf 1 van hetzelfde artikel bepaald wordt dat deze procedure op drie manieren in gang kan worden gezet (door de Regering op eigen initiatief, op voorstel van de commissie of op verzoek van de eigenaar) (1); enz.

*

* *

Daaruit volgt dat de ontworpen tekst grondig dient te worden herzien.

Voor het overige beperkt de Raad zich dan ook tot de volgende opmerkingen.

(1) Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel 31, § 2.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 24

Moet het ontworpen artikel 4, § 1, derde lid, zo begrepen worden dat de bedoelde bepalingen voor iedere vergunnings- of attestaanvraag gelden, of is de tekst alleen van toepassing wanneer men van plan is een bepaald goed te "wijzigen" of te slopen ? Bovendien rijst de vraag wat de inhoud moet zijn van de "beschrijving van dit goed", zoals in de tekst staat.

Artikel 38

Volgens de ontworpen bepaling "vervalt de procedure" indien de Regering de termijn van twee jaar waarbinnen zij een bewaringsbesluit kan nemen, laat voorbijgaan.

Die regeling is vatbaar voor kritiek.

Enerzijds ontstaat hierbij het risico dat de overheid afziet van haar taak om het recht op bescherming en genot van het culturele erfgoed te waarborgen, een taak die zij krachtens artikel 23 van de Grondwet heeft.

Anderzijds is de tekst zo geformuleerd dat hij de indruk lijkt te wekken dat het verstrijken van de termijn van twee jaar alleen tot gevolg heeft dat de aanvankelijk ingezette procedure niet langer gevolg heeft, en dat er

.../...

zelfs niet van kan worden uitgegaan dat het stilzwijgen van de Regering geacht wordt gelijk te staan met een stilzwijgende beslissing om het goed niet te bewaren; in dat geval zouden derden echter geen enkele mogelijkheid meer hebben om beroep in te stellen bij de afdeling administratie van de Raad van State, waardoor het beginsel van de gelijkheid van de rechtszoekenden voor de wet wordt geschonden (1).

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de volgende ontworpen bepalingen van de ordonnantie van 4 maart 1993 : artikel 12, § 5, vierde lid, artikel 22 en artikel 27, § 6, zesde lid.

Artikel 46

Naast wat er gezegd is in de algemene opmerking nr. 5, rijst de vraag hoe de voorliggende bepaling kan worden samengelezen met het ontworpen artikel 33 van de ordonnantie van 4 maart 1993, voor zover het van toepassing is op bewaarde goederen. Indien het de bedoeling is dat deze bepalingen in verschillende situaties van toepassing zijn, moet de tekst de nodige preciseringen geven. Zo niet ziet men niet in wat de reden kan zijn om twee verschillende regelingen in te voeren om analoge kwesties te regelen.

(1) Zie in dezelfde zin advies L. 25.689/9 over een voorontwerp van decreet tot wijziging van het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, op. cit., blz. 68.

Bovendien is de ontworpen tekst, waarbij een zeer ingewikkelde procedure wordt ingevoerd, bijzonder onnauwkeurig gesteld en wordt daarin geen antwoord gegeven op belangrijke vragen zoals :

- 1° nu eens wordt in de tekst gesproken van "maatregelen", dan weer van "werken" en nog elders van "onderhouds- of restauratiewerken", zonder dat geweten is of bewust voor deze verschillende termen is gekozen;
- 2° is de verplichting om een vergunning aan te vragen, zoals bepaald in de ontworpen paragraaf 1, van toepassing op werkzaamheden waarvoor krachtens het ontworpen artikel 12 geen vergunning nodig is (1) ?
- 3° dient in de ontworpen paragraaf 1 een bijzondere betekenis te worden gehecht aan de bepaling luidens welke "de beslissing over (de vergunningsaanvraag) (...) bij besluit (wordt) genomen" ?
- 4° moeten wanneer de Regering het uitvoeren van werkzaamheden oplegt, hiervoor de vergunningen die normaal vereist zijn (zoals de toestemming/vergunning vereist bij het ontworpen artikel 12 en de stedenbouwkundige vergunning) worden afgegeven; zo ja, moeten er dan geen maatregelen worden getroffen om te voorkomen dat er geen overeenstemming is tussen de beslissing van de Regering en de beslissingen omtrent de vergunningsaanvragen ?

(1) In dat verband zij opgemerkt dat in het ontworpen artikel 12 niet wordt bepaald dat voor werkzaamheden die "onderhoudswerken" worden genoemd als zodanig een vergunning vereist is.

Artikel 47

In verband met de verplaatsing van een goed dat deel uitmaakt van het onroerend erfgoed, waarvan sprake in het ontworpen artikel 12, § 1, eerste lid, 1^o, c), wordt de aandacht erop gevestigd dat luidens artikel 5 van het Europees Verdrag ter bescherming van het bouwkundig erfgoed van Europa, opgemaakt te Granada op 3 oktober 1985 en goedgekeurd bij de wet van 8 juni 1992, iedere partij bij dat verdrag "(...) zich ertoe (verplicht) de verplaatsing van een beschermd monument of van een deel daarvan te verbieden, behalve indien zulks dringend is vereist voor het behoud van dit monument", met dien verstande dat "in dat geval (...) de bevoegde autoriteit de nodige voorzorgsmaatregelen (neemt) betreffende het demonteren, het overbrengen en het herbouwen van het monument op een geschikte plaats."

Een soortgelijke bepaling zou moeten worden ingevoegd in de ontworpen tekst.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 27, § 2, eerste lid, 3^o, van de ordonnantie van 4 maart 1993.

Artikel 49

De vraag rijst waarom de ontworpen tekst niet meer bepaalt dat de verplichting die hij oplegt, in acht moet worden genomen bij de afgifte van een stedenbouwkundig attest.

.../...

Artikel 51

De vraag doet zich voor of eerst het bewaringsplan uitgevoerd moet zijn voordat de eigenaar van een bewaard goed een aanvraag om bescherming kan indienen.

Artikel 52

Gezien de eerste zin van het ontworpen artikel 15, moet in de tweede zin worden bepaald vanaf welk moment tijdens de procedure die met toepassing van artikel 7, § 1, van de ordonnantie van 4 maart 1993 wordt aangevat, de bewaring uitwerking heeft, en niet wanneer het besluit in werking treedt waarbij aan het einde van deze procedure wordt besloten het goed te bewaren. Het is dan ook niet nodig om, zoals in de tweede ontworpen zin, te bepalen dat "deze gevolgen (...) van toepassing (zijn) vanaf de dag waarop het besluit conform artikel 10 dwingend wordt", aangezien het genoemde artikel 10 de maatregelen bevat die genomen moeten worden voor de bekendmaking van een besluit tot bewaring van een goed. De tweede zin moet zo worden herzien dat de desbetreffende gevolgen gelden vanaf de bekendmaking van het besluit waarbij de bewaringsprocedure wordt aangevat, in het Belgisch Staatsblad.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de tweede zin van het ontworpen artikel 28 van de ordonnantie van 4 maart 1993.

.../...

Artikel 57

1. De vrijwaringszone is een zone gelegen rondom een beschermd goed. Het lijkt dan ook irrelevant te bepalen dat de afbakening van zulk een zone facultatief of verplicht is, al naargelang op het beschermde goed zelf - en niet op de omgeving ervan - al dan niet bepalingen van toepassing zijn die reeds, luidens de bewoordingen van de commentaar bij de ontworpen bepaling, zorgen voor "een mate van toezicht".

2. Onder voorbehoud van opmerking nr. 1 dienen bij de ontworpen bepaling nog de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- a) de gemachtigde van de Regering heeft uitgelegd dat de stedenbouwkundige verordeningen bedoeld in de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, a) alleen maar de verordeningen zijn die, naargelang van het geval, gelden voor een gedeelte van het regionale grondgebied of van het gemeentelijke grondgebied. Deze precisering moet in de tekst worden aangebracht.
- b) uit de uitleg van de gemachtigde van de Regering blijkt dat de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, c), vooruitloopt op bepalingen die nog niet zijn goedgekeurd. Onderdeel c) dient bijgevolg te vervallen.

Deze opmerkingen gelden ook voor het ontworpen artikel 23, § 2, van de ordonnantie van 4 maart 1993.

.../...

Artikel 71

Bij het lezen van het ontworpen artikel 25bis, § 2, rijst de vraag of het de bedoeling is van de stellers van de tekst het opmaken van een ontwerp van bijzondere behoudsvoorwaarden voor te schrijven. Zo ja, dient te worden bepaald wie daarmee wordt belast en op welk moment tijdens de procedure.

Artikel 73

De vraag rijst of er niet ook een soortgelijke bepaling als die welke in het ontworpen artikel 13, § 3, van de ordonnantie van 4 maart 1993 staat, moet worden ingevoegd (1).

Artikel 75

Luidens de commentaar bij deze bepaling maakt het ontworpen artikel 27, § 2, eerste lid, 5°, "de samenvoeging tot een enkele procedure mogelijk van de vergunning voor de werken en van de toekenning van de toelagen".

(1) Zo ja, wordt er verwezen naar de opmerking over die bepaling.

De ontworpen tekst volstaat echter niet om in zulk een eenheidsprocedure te voorzien. Deze moet uitdrukkelijk worden geregeld.

Artikel 80

De ontworpen tekst lijkt zinloos wanneer hij bepaalt dat de wijziging van de bijzondere voorwaarden voor het behoud van een beschermd goed en de wijziging van een beschermingszone overwogen kunnen worden voor het geval nieuwe omstandigheden "het behoud van het (...) goed verhinderen" : kan men in zulk een geval - althans zoals het geformuleerd is - een andere maatregel dan een opheffing van de bescherming van een goed overwegen ?

Artikel 81

Luidens artikel 6, 1°, van het genoemde Europees Verdrag ter bescherming van het bouwkundig erfgoed van Europa "(verplicht) iedere partij (...) zich ertoe ervoor te zorgen dat de overheid, overeenkomstig haar bevoegdheid op nationaal, regionaal of plaatselijk niveau en voor zover de geldende begrotingen zulks toestaan, financiële steun beschikbaar stelt voor het onderhoud en de restauratie van het op haar grondgebied gelegen architectonische erfgoed".

Gezien die bepaling rijst de vraag waarom, in de ontworpen bepaling de toekenning van subsidies beperkt wordt tot de maatregelen voor het behoud van beschermde goederen,

.../...

de kosten van het opmaken van behoudsplannen (lees : bewaringsplannen) en de kosten van dringende "werken" aan een bewaard goed : waarom wordt er in het bijzonder niet bepaald dat subsidies worden toegekend voor onderhouds- en restauratiewerkzaamheden aan bewaarde goederen ?

Artikel 82

1. Er wordt verwezen naar de opmerking over het ontworpen artikel 11bis van de ordonnantie van 4 maart 1993.

2. Om te voorkomen dat het beginsel van de onschendbaarheid van de woning geschonden wordt, moeten in de tekst de voorwaarden worden vastgesteld waaronder de bezoeken op geregelde tijdstippen bedoeld in het ontworpen artikel 33, § 1, kunnen plaatsvinden.

3. Luidens de commentaar bij de tekst wordt de waarde (lees : verkoopwaarde) van het goed, die geraamd wordt voor de toepassing van het ontworpen artikel 33, § 4, tweede lid, "tegensprekelijk vastgesteld". Deze verduidelijking moet in de tekst worden opgenomen en de bedoelde procedure op tegenspraak moet in de tekst worden geregeld.

De term "tegensprekelijk" zou bovendien vervangen moeten worden door de woorden "op tegenspraak".

.../...

Artikel 86

De enige uitzondering die gemaakt wordt op de regel dat bewaarde of beschermde goederen vrijgesteld worden van onroerende voorheffing, is het geval waarin de eigenaar van een bewaard goed "geen bewaringsplan indient conform artikel 8, § 2".

De stellers van de tekst lijken geen acht te hebben geslagen op andere mogelijke situaties, zoals die waarin het bewaringsplan dat aan de Regering is voorgelegd niet door de Regering wordt goedgekeurd en alle situaties waarin vaststaat dat de ordonnantie niet is nageleefd.

Artikel 88

In paragraaf 3 van het ontworpen artikel 40bis moeten de voorwaarden en procedureregels worden opgenomen die moeten worden nageleefd wil de Regering kunnen besluiten tot opgravingen of peilingen op het goed van anderen.

SLOTOPMERKINGEN

1. Algemeen beschouwd wordt, wat de wetgevingstechniek betreft, verwezen naar de Handleiding bij de wetgevingstechniek (diensten van de Eerste Minister, bijvoegsel bij het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982).

.../...

2. De Nederlandse tekst van menige bepaling van het ontwerp is slordig of slecht gesteld. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte algemene en bijzondere opmerkingen worden, bij wijze van voorbeeld, de volgende voorstellen gedaan ten aanzien van de hierboven besproken artikelen : in artikel 24, het ontworpen artikel 4, § 3, schrijve men : "Telkens als er een" in plaats van "Telkens er een"; in artikel 38, het ontworpen artikel 7, § 8, schrijve men "uiterlijk" in plaats van "ten laatste"; in artikel 40, het ontworpen artikel 8, § 3, "het bewaarde onroerend erfgoed" in plaats van "het bewaard onroerend erfgoed" en "is verworpen" in plaats van "werd verworpen" (Deze opmerkingen gelden mutatis mutandis voor heel het ontwerp); in artikel 46, het ontworpen artikel 11bis, § 1, "het overheidsbestuur" in plaats van "de administratie" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp), in paragraaf 4 "zes maanden" in plaats van "zes maand" (deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp); "de aan de hypotheekbewaarder over te leggen borderellen hoeft te worden bepaald" in plaats van "de aan de hypotheekbewaarder voor te leggen borderellen, moet"; "plaats en datum van geboorte en overlijden" in plaats van "plaatsen en data van geboorte en overlijden"; "alsook" in plaats van "evenals" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp); "gereduceerd" in plaats van "herleid" en "indient" in plaats van "neerlegt"; in artikel 47, het ontworpen artikel 12 van de ordonnantie, wordt nu eens de term "toestemming" gebruikt, dan weer de term "vergunning", als tegenhanger van het Franse "autorisation" (een zelfde opmerking geldt voor artikel 75, het ontworpen artikel 27) : in artikel 51, het ontworpen artikel 14bis, "de bewaringsmaatregel gepaard gaat met een

.../...

in artikel ... bewaringsplan" in plaats van "de bewaringsmaatregel vergezeld wordt door"; in artikel 82, het ontworpen artikel 33, § 3, "Deze hypotheek heeft pas uitwerking ..." in plaats van "... slechts uitwerking". De Nederlandse tekst van het ontwerp zou grondig herzien moeten worden.

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE,

J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. JOTTRAND, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN, président de chambre.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, kamervoorzitter.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET